



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**COMPTE RENDU
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille neuf, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
23 Février 2009, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général
des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	3
Nombre de Conseillers présents	:	25
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	17 Février 2009
Date d'affichage du compte-rendu	:	2 Mars 2009

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Maryvonne CHEVALIER, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marguerite COÏC, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET

Absents excusés : Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Magali TREMORIN

Absents non excusés : M. Bruno TREMAUDAN

Pouvoirs : Mme HUET à Mme GINGAT ; M. LARCHER à Mme LEFOUL ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE

Président de séance :

M. Joël LE BESCO, Maire, pour les questions 09-01 puis 09-11 à 09-48

M. Joël HAMELIN, pour les questions 09-02 à 09-10

Secrétaire de séance : M. Jean- Luc LEGRAND, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 09-01) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 09-02) Compte administratif de l'exercice 2008 – Ville
- 09-03) Compte administratif de l'exercice 2008 – Lotissement Victor Hugo
- 09-04) Compte administratif de l'exercice 2008 – Lotissement Cité Rahuel
- 09-05) Compte administratif de l'exercice 2008 – Lotissement de Melesse
- 09-06) Compte administratif de l'exercice 2008 – Lotissement de la Providence
- 09-07) Compte administratif de l'exercice 2008 – Lotissement de la Gare
- 09-08) Compte administratif de l'exercice 2008 – Service de l'assainissement
- 09-09) Compte administratif de l'exercice 2008 – Service des eaux
- 09-10) Compte administratif de l'exercice 2008 – Camping du Vieux Châtel
- 09-11) Compte de gestion du receveur – Exercice 2008 - Ville
- 09-12) Compte de gestion du receveur – Exercice 2008 – Lotissement Victor Hugo
- 09-13) Compte de gestion du receveur – Exercice 2008 – Lotissement Cité Rahuel
- 09-14) Compte de gestion du receveur – Exercice 2008 – Lotissement de Melesse
- 09-15) Compte de gestion du receveur – Exercice 2008 – Lotissement de la Providence
- 09-16) Compte de gestion du receveur – Exercice 2008 – Lotissement de la Gare
- 09-17) Compte de gestion du receveur – Exercice 2008 – Service de l'assainissement
- 09-18) Compte de gestion du receveur – Exercice 2008 – Service des eaux
- 09-19) Compte de gestion du receveur – Exercice 2008 – Camping du Vieux Châtel
- 09-20) Affectation des résultats - Exercice budgétaire 2008 – Ville
- 09-21) Affectation des résultats - Exercice budgétaire 2008 – Service de l'assainissement
- 09-22) Affectation des résultats - Exercice budgétaire 2008 – Service des eaux
- 09-23) Lotissement communal Gare/Bel Air – Présentation du projet
- 09-24) Ecole élémentaire – Travaux de restructuration des 1^{er} et 2^e étages – rue des Cytises – Validation du projet et du DCE – Financement (DGE)
- 09-25) Tarifs halte-garderie – Information
- 09-26) Travaux Avenue des Palmiers – Avenant Brocéliande Paysage
- 09-27) Travaux Avenue des Palmiers – Avenant SACER
- 09-28) Maîtrise d'œuvre Avenue des Palmiers – Avenant TECAM
- 09-29) Association « Les Restos du Cœur » - Convention d'occupation des locaux
- 09-30) Versement de subvention pour les vitrines et enseignes
- 09-31) Pass Foncier – Autorisation de programme
- 09-32) Police funéraire – Vacations funéraires
- 09-33) Délégation au Maire pour prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière
- 09-34) Adhésion et désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant au sein de l'Office des Sports de la Bretagne Romantique
- 09-35) Résiliation du bail de la Trésorerie
- 09-36) Cimetière – Rétrocession d'une concession
- 09-37) Effacement des réseaux aériens – Etude sommaire – Avenue de la Libération – Section rue Jules Corvaisier/Chemin de Bel Air
- 09-38) Service d'accueil de la Petite Enfance – Assistance à maîtrise d'ouvrage

- 09-39) Aire de loisirs de Waldmünchen – Sanitaires publics
- 09-40) Aménagement de la rue des Cytises jouxtant l'école élémentaire – Validation du projet APD et du DCE – Financement (DGE)
- 09-41) Etudes d'aménagement – Consultation géomètre
- 09-42) Rue de la Mairie – Consultation géomètre
- 09-43) Programme voirie 2009 – Secteurs concédés – Consultation de maîtrise d'œuvre
- 09-44) Répartition du produit des amendes de police – Dotation 2008 – Programme 2009
- 09-45) Fourniture et construction d'une tribune et d'un local club de type modulaire industrialisé – Missions de contrôle technique, vérification initiale des installations électriques et SPS
- 09-46) Exercice budgétaire 2009 – Débat d'orientations générales du budget
- 09-47) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 09-48) Questions orales

09-01) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Luc LEGRAND, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance du 8 Décembre 2008 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que l'ordre du jour comporte le vote des comptes administratifs et de gestion de l'année 2008. Conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire, ordonnateur, ne peut participer au vote des comptes administratifs.

Il indique également que Monsieur CLOUE, Receveur Municipal de Combourg-Tinténac, sera présent lors de la présentation de l'ensemble des comptes administratifs et de gestion.

Il propose au Conseil Municipal d'élire un Président de séance pour le vote de ces comptes.

Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint, est élu, à l'unanimité des membres présents et représentés, Président de la séance pour le vote des comptes administratifs de l'exercice considéré.

Monsieur le Maire quitte la salle du Conseil Municipal.

09-02) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2008 –VILLE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2008 (Budget de la Ville) dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de :

1) donner acte de la présentation faite du compte administratif de la Ville, lequel peut se résumer ainsi :

a) Section de fonctionnement

Dépenses :	
- Opérations de l'exercice	3 381 973.83 € (1)
Recettes	
- Opérations de l'exercice	5 023 956.16 € (2)
<u>Résultat Comptable de l'exercice</u>	1 641 982.33 € (2-1)
Résultat reporté	0 € (3)
<u>Résultat de Clôture</u>	
- Excédent de fonctionnement (2-1+3)	<u>1 641 982.33 €</u>

b) Section d'investissement

Dépenses	
- Déficit reporté	2 429 612.64 €
- Opérations de l'exercice	<u>2 076 246.08 €</u>
Total	4 505 858.72 € (1)
Recettes	
- Opérations de l'exercice	4 268 713.37 € (2)
<u>Résultat de Clôture</u>	
- Déficit = Besoin de financement 1-2	<u>- 237 145.35 €</u>

Le résultat définitif de l'exercice 2008 se présente ainsi :

Excédent de Fonctionnement	1 641 982.33 €
Déficit d'Investissement	- 237 145.35 €
soit un Excédent globalisé (hors restes à réaliser)	<u>1 404 836.98 €</u>

c) Restes à réaliser :

Les résultats de l'exercice budgétaire figurant au Compte Administratif sont constitués de l'excédent ou du déficit de chacune des deux sections tel qu'il a été défini ci-dessus mais aussi des « Restes à Réaliser » en dépenses et en recettes d'Investissement.

Ils correspondent aux dépenses engagées non mandatées pour un montant de 1 117 016.00 € et en recettes pour un montant de 8 000.00 €.

Ils seront inscrits dans la colonne « Report » au budget primitif de l'exercice 2009.

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Lors du débat qui s'instaure, la minorité municipale considère qu'il n'y avait pas lieu de procéder à des inscriptions budgétaires aussi conséquentes en 2008 puisque les dépenses réalisées sont nettement inférieures à ces prévisions. Elle considère que ce n'est pas le signe d'une bonne gestion.

Mme GIROUX répond que cette situation permet d'envisager les projets à venir de façon plus sereine et que cet excédent constituera l'autofinancement des projets lancés depuis l'élection du Conseil Municipal. Monsieur NOEL fait également remarquer que le remboursement anticipé d'un emprunt qui avait été décidé a dû être différé en raison du contexte économique général et de la crainte de ne pouvoir obtenir des crédits aussi aisément qu'auparavant.

Soumis au vote, le compte administratif de la Ville est adopté par 22 voix « POUR », 4 « CONTRE » et 1 abstention.

**09-03) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2008 –
LOTISSEMENT « VICTOR HUGO »**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2008 du lotissement Victor Hugo dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de :

1) donner acte de la présentation faite du compte administratif du lotissement « Victor Hugo », lequel peut se résumer ainsi :

I) Section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement:

- Opérations de l'exercice 9 290.35 (1)

Recettes de fonctionnement :

- Opérations de l'exercice 0.45 (2)

Résultat Comptable de l'exercice

Déficit de - 9 289.90 €

Résultat reporté 9 289.90 €

Résultat de Clôture **0 €**

II) Section d'investissement

Dépenses (néant)

Recettes (néant)

Résultat global **0 €**

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du lotissement Victor Hugo est adopté par 22 voix Pour et 5 abstentions.

09-04) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2008 – LOTISSEMENT «CITE RAHUEL»

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2008 du lotissement Cité Rahuel dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de :

- 1) donner acte de la présentation faite du compte administratif du lotissement «Cité Rahuel», lequel peut se résumer ainsi :

I) Section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement :

- Opérations de l'exercice 44 113.91 € (1)

Recettes de fonctionnement

- Opérations de l'exercice 0 € (2)

Résultat Comptable de l'exercice

- Déficit - 44 113.91 €

-Résultat reporté 44 113.91 € (3)

Résultat de Clôture

- Excédent de fonctionnement (2-1+3) **0 €**

II) Section d'investissement

Dépenses (néant)

Recettes (néant)

Résultat global **0€**

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du lotissement Cité Rahuel est adopté par 22 voix Pour et 5 abstentions.

09-05) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2008 – LOTISSEMENT «MELESSE»

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2008 du lotissement de Melesse dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de :

1) donner acte de la présentation faite du compte administratif du lotissement «Melesse», lequel peut se résumer ainsi :

I) Section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement :

- Opérations de l'exercice	11 344.77 € (1)
----------------------------	-----------------

Recettes de fonctionnement

- Opérations de l'exercice	0,16 € (2)
----------------------------	------------

Résultat Comptable de l'exercice

-Déficit	- 11 344.61 €
Excédent reporté	11 344.61 €

<u>Résultat de Clôture</u>	<u>0 €</u>
-----------------------------------	-------------------

II) Section d'investissement

Dépenses (néant)

Recettes (néant)

Résultat global 0 €

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du lotissement de Melesse est adopté par 22 voix Pour et 5 abstentions.

09-06) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2008 – LOTISSEMENT «LA PROVIDENCE»

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2008 du lotissement de La Providence dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de :

1) donner acte de la présentation faite du compte administratif du lotissement «La Providence», lequel peut se résumer ainsi :

I) Section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement :

- Opérations de l'exercice 717.15 € (1)

Recettes de fonctionnement

- Opérations de l'exercice 50 655.77 € (2)

Résultat Comptable de l'exercice

-Excédent 49 938.62 €

-Déficit reporté - 49 938.62 €

Résultat de Clôture 0 €

II) Section d'investissement

Dépenses (néant)

Recettes (néant)

Résultat global **0 €**

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du lotissement de la Providence est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

09-07) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2008 – LOTISSEMENT «LA GARE»

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2008 du lotissement de La Gare dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de :

1) donner acte de la présentation faite du compte administratif du lotissement de La Gare, lequel peut se résumer ainsi :

I) Section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement :

- Opérations de l'exercice 389 020.14 € (1)

Recettes de fonctionnement

- Opérations de l'exercice 389 020.14 € (2)

Résultat Comptable de l'exercice (2-1) 0 €

Résultat reporté	0 €
<u>Résultat de Clôture</u>	<u>0 €</u>

II) Section d'investissement

Dépenses	
- Opérations de l'exercice	389 020.14 € (2)
Recettes	
- Opérations de l'exercice	0 € (3)
Résultat de Clôture	
Besoin de financement (3-2)	- 389 020.14 €
<u>Résultat global</u>	<u>- 389 020.14</u>

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du lotissement de la Gare est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

09-08) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2008 DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2008 du SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT dressé par Le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2008, lequel peut se résumer ainsi:

a) Section d'exploitation

Dépenses :	
- Opérations de l'exercice	117 936.65 €
Recettes :	
- Opérations de l'exercice	181 182.73 €
Résultat de l'exercice :	
- Excédent de	63 246.08 €
Résultat de Clôture :	
- Excédent reporté	5 916.33 €
- Excédent de l'exercice	63 246.08 €
<u>Excédent de Clôture :</u>	<u>69 162.41 €(1)</u>

b) Section d'investissement

Dépenses	
- Opérations de l'exercice	127 559.13 €
Recettes	
- Opérations de l'exercice	325 329.50 €
Résultat de l'exercice :	
- Excédent de	197 770.37 €
Résultat de Clôture	
- Excédent reporté	358 564.59 €
- Excédent de l'exercice	197 770.37 €
<u>Excédent de clôture</u>	<u>556 334.96 €(2)</u>

c) Résultats définitifs (1+2)

- Excédent de	<u>625 497.37 €</u>
---------------	----------------------------

d) Restes à réaliser :

Les restes à réaliser feront l'objet d'un report au Budget primitif 2009 pour 54 000 € en dépenses d'investissement

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

La minorité municipale fait remarquer que l'excédent constaté sur ce budget ne justifie pas l'augmentation annuelle votée pour ce service et que cette situation fait porter aux générations actuelles le poids d'investissements qui serviront aux générations futures.

Madame GIROUX répond que le schéma directeur en assainissement des eaux usées a mis en évidence la nécessité d'entreprendre des travaux conséquents, qui pourront ainsi être financés à partir du budget assainissement. Elle ajoute que les travaux de réfection de réseaux doivent se faire en cohérence avec le budget communal en raison des réfections de voirie qu'ils impactent.

Soumis au vote, le compte administratif du service de l'assainissement est adopté par 22 voix Pour et 5 voix Contre.

09-09) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2008 DU SERVICE DES EAUX

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2008 du SERVICE DES EAUX dressé par Le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2008, lequel peut se résumer ainsi:

a) Section d'exploitation

Dépenses :

-Opérations de l'exercice	93 653.48 €
---------------------------	-------------

Recettes :

- Opérations de l'exercice	162 219.01 €
----------------------------	--------------

Résultat de l'exercice :

- Excédent de	68 565.53 €
---------------	-------------

Résultat de Clôture :

- Excédent reporté	23 650.68 €
--------------------	-------------

- Excédent de l'exercice	68 565.53 €
--------------------------	-------------

Excédent de Clôture :

<u>92 216.21 € (1)</u>

b) Section d'investissement

Dépenses

- Opérations de l'exercice 34 137.78 €

Recettes

- Opérations de l'exercice 276 702.13 €

Résultat de l'exercice :

- Excédent de 242 564.35 €

Résultat de Clôture

- Excédent reporté 410 550.85 €

- Excédent de l'exercice 242 564.35 €

Excédent de clôture

653 115.20 € (2)

c) Résultats définitifs (1+2)

- Excédent de 745 331.41 €

Les restes à réaliser feront l'objet d'un report au Budget primitif 2009 pour **8 630.00 €** en dépenses d'investissement.

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Compte tenu du schéma directeur en eau potable mis en place, les mêmes remarques et les mêmes réponses que pour le service assainissement sont faites pour le compte administratif de ce service.

Soumis au vote, le compte administratif du service des eaux est adopté par 22 voix Pour et 5 voix Contre.

09-10) COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2008 DU CAMPING DU « VIEUX CHATEL »

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX, Adjointe chargée des Finances, présente au Conseil Municipal le compte administratif de l'exercice 2008 du Camping du « Vieux Châtel » dressé par le Maire, ainsi que le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de donner acte de la présentation faite du compte administratif 2008, lequel peut se résumer ainsi:

a) Section de fonctionnement

Dépenses :

-Opérations de l'exercice	14 123.48 €
---------------------------	-------------

Recettes :

- Opérations de l'exercice	14 125.96 €
----------------------------	-------------

Résultat de l'exercice :

- Excédent de	2.48 €
---------------	--------

Résultat de Clôture :

- Excédent reporté	2 797.52 €
--------------------	------------

- Excédent de l'exercice	2.48 €
--------------------------	--------

<u>Excédent de Clôture :</u>	<u>2 800.00 €</u>
-------------------------------------	--------------------------

b) Section d'investissement

Dépenses (néant)

c) Résultats définitifs (1+2)

- Excédent de	2 800.00 €
---------------	------------

2) de constater les identités de valeurs avec les indications des comptes de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux fonds de roulement, du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3) de reconnaître la sincérité des restes à réaliser

4) de voter et d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Soumis au vote, le compte administratif du camping du Vieux Châtel est adopté par 22 voix Pour et 5 abstentions.

A l'issue des votes des comptes administratifs de l'exercice 2008, Monsieur le Maire – qui s'était retiré- regagne la salle de réunion et reprend la présidence.

09-11) COMPTE DE GESTION 2008 DU RECEVEUR - VILLE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2008 de la Ville et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2008 de la Ville,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2007, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2008 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal pour la Ville et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

09-12) COMPTE DE GESTION 2008 DU RECEVEUR - LOTISSEMENT VICTOR HUGO

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2008 du lotissement Victor Hugo et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2008 du lotissement Victor Hugo

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2007, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2008 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal pour le lotissement Victor Hugo et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

09-13) COMPTE DE GESTION 2008 DU RECEVEUR - LOTISSEMENT CITE RAHUEL

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2008 du lotissement Cité Rahuel et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les

bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2008 du lotissement Cité Rahuel

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2007, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2008 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal pour le lotissement Cité Rahuel et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

09-14) COMPTE DE GESTION 2008 DU RECEVEUR - LOTISSEMENT DE MELESSE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2008 du lotissement de Melesse et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2008 du lotissement de Melesse

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2007, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2008 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal pour le lotissement de Melesse et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

09-15) COMPTE DE GESTION 2008 DU RECEVEUR - LOTISSEMENT DE LA PROVIDENCE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2008 du lotissement de La Providence et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2008 du lotissement de la Providence

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2007, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2008 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal pour le lotissement de la Providence et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

09-16) COMPTE DE GESTION 2008 DU RECEVEUR LOTISSEMENT DE LA GARE
Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2008 du lotissement de La Gare et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2008 du lotissement de la Gare

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2007, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2008 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal pour le lotissement de la Gare et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

09-17) COMPTE DE GESTION 2008 DU RECEVEUR - SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT
Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2008 du service de l'Assainissement et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres

définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2008 du service de l'Assainissement,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2007, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2008 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal pour le service de l'Assainissement et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

09-18) COMPTE DE GESTION 2008 DU RECEVEUR - SERVICE DES EAUX

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2008 du service des Eaux et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2008 du service des Eaux,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2007, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2008 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal pour le service des Eaux et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis pour approbation

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

09-19) COMPTE DE GESTION 2008 DU RECEVEUR - CAMPING

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2008 du Camping et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur Municipal accompagnés des états de développement, des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2008 du camping,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2007, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant toutes les opérations régulièrement effectuées,

- 1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008
- 2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2008 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- 3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal pour le camping et certifié conforme par l'Ordonnateur, est soumis au Conseil Municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal déclare, à l'unanimité des membres présents et représentés, que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2008 par le Receveur Municipal, et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

09-20) EXERCICE BUDGETAIRE 2008– AFFECTATION DES RESULTATS – VILLE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat. Celui-ci porte sur le seul résultat de la section d'exploitation. Il s'agit des excédents de l'exercice, complétés de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation.

Madame GIROUX propose au Conseil d'affecter les résultats de l'exercice 2008 de la manière suivante :

Le résultat à affecter est constitué par le résultat comptable de l'exercice soit **1 641 982.33 €** augmenté du résultat reporté 2007 pour **0 €**. Le résultat cumulé sur l'exercice 2008 est de $1\,641\,982.33\text{ €} + 0\text{ €} = \mathbf{1\,641\,982.33\text{ €}}$

Affectation proposée :

- **Section d'investissement : 1 600 000 €**
- **Section de fonctionnement : 41 982 €**

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de la Ville, proposée par Madame GIROUX, est adoptée par 23 voix pour et 5 abstentions.

09-21) EXERCICE BUDGETAIRE 2008 – AFFECTATION DES RESULTATS – ASSAINISSEMENT -

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat. Celui-ci porte sur le seul résultat de la section d'exploitation. Il s'agit des excédents de l'exercice, complétés de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation

Madame GIROUX propose au Conseil d'affecter les résultats de l'exercice 2008 de la manière suivante :

Le résultat de clôture de l'année à la section d'exploitation est de **63 246.08 €** augmenté de l'excédent reporté de 2007 de **5 916.33 €**.

Le résultat cumulé de l'exercice 2008 est de **69 162.41 € (63 246.08 + 5 916.33)**

Affectation proposée :

- **Section d'exploitation : 9 162.41 €**
- **Section d'investissement : 60 000 €**

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de l'assainissement, proposée par Madame GIROUX, est adoptée par 23 voix pour et 5 abstentions.

09-22) EXERCICE BUDGETAIRE 2008– AFFECTATION DES RESULTATS – EAU -
Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat. Celui-ci porte sur le seul résultat de la section d'exploitation. Il s'agit des excédents de l'exercice, complétés de l'excédent reporté. C'est l'excédent net cumulé d'exploitation qui donne lieu à l'affectation.

Madame GIROUX propose au Conseil d'affecter les résultats de l'exercice 2008 de la manière suivante :

Le résultat de clôture de l'année à la section d'exploitation est de **68 565.53 €** augmenté de l'excédent reporté de 2007 de **23 650.68 €**.

Le résultat cumulé de l'exercice 2008 est de **92 216.21 € (68 565.53 + 23 650.68)**

Affectation proposée :

- **Section d'exploitation : 12 216.21 €**
- **Section d'investissement : 80 000 €**

Soumise au vote, l'affectation des résultats du budget de l'eau, proposée par Madame GIROUX, est adoptée par 23 voix pour et 5 abstentions.

09-23) LOTISSEMENT COMMUNAL GARE/BEL-AIR – PRESENTATION DU PROJET

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle que le Conseil Municipal a été informé, par délibération en date du 2 Juin 2008, du choix du Cabinet Archipole de Rennes afin de mener à bien le dossier de lotissement communal « Gare/Bel-Air »

Les conclusions de la commission n°1 « Urbanisme – Habitat » réunie le mardi 17 février 2009 afin d'étudier ce dossier, seront portées à la connaissance du Conseil Municipal, étant précisé que lors des réunions de travail, ont été prises en compte l'ensemble des préconisations développées dans la délibération du Conseil Municipal n°07-120 du 24 septembre 2009 ainsi que les spécificités liées aux sites et les orientations définies au programme. Une part importante est donnée au logement social.

Ce projet de 42 logements, inscrit sur un terrain d'environ 27 291 m², décline :

- 3 macrolots, offrant la possibilité de 16 maisons pour une superficie totale de terrain d'environ 5384 m². Le constructeur l'office HLM La Rance pour l'implantation de bâtiments à faible consommation d'énergie.
- 26 lots libres pour une superficie totale de terrain d'environ 12 834 m².
- Espaces communs (voirie, espaces verts...) pour une superficie totale de terrain d'environ 9073 m².

Ont également été pris en compte les travaux d'aménagement du chemin rural dit « Chemin de Ruant » ; ainsi que la réalisation d'un bassin tampon répondant aux prescriptions du schéma directeur d'eaux pluviales (55.7 % de son volume assure les besoins du futur lotissement 44.3 % de son volume ceux du reste du bassin versant).

Messieurs HAMELIN et LE BESCO font une présentation du projet de lotissement et du dossier de demande de permis d'aménager en développant particulièrement les points suivants : accès, circulation, orientation, type de construction, espaces verts, traitement des terrains et de la voirie, équipements à usage collectif..

Au cours du débat qui suit, Monsieur THEURET fait savoir que ce projet aurait pu s'inscrire dans une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) ; ce à quoi Monsieur LE BESCO répond que ce dossier a été présenté à plusieurs reprises en commissions, qu'il est conforme au P.L.U. arrêté, qu'il s'intègre au quartier de la Gare et que ce projet contribuera au maintien du dynamisme du commerce du quartier.

Il est ensuite proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet
- d'autoriser Monsieur le Maire à déposer le dossier de permis d'aménager étant précisé que l'approbation du Dossier de Consultation des Entreprises, le financement du projet et le lancement du marché de travaux seront à l'ordre du jour d'un prochain conseil municipal.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

09-24) ECOLE ELEMENTAIRE – TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DES 1^{er} ET 2^{ème} ETAGES – RUE DES CYTISES - VALIDATION DU PROJET ET DU DCE - FINANCEMENT (DGE)

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle que, par délibération en date du 4 novembre 2008, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet LIOUVILLE JAN et ASSOCIÉS de Cesson Sévigné pour assurer la mission de maîtrise d'œuvre de l'opération et par délibération en date du 8 Décembre 2008, du choix du contrôleur technique et coordonnateur SPS.

Suite à différentes réunions de travail et présentation auprès des futurs utilisateurs, il est proposé le projet suivant :

1^{er} Etage - 2 salles d'études pour 30-35 élèves et de 20-25 élèves + 3 pièces de dimensions différentes pour le RASED à savoir :

- Salle d'étude 1 : 69.41 m²
- Salle d'étude 2 : 46.21 m²
- Salle RASED 1 : 34.57 m²
- Salle RASED 2 : 18.19 m²
- Salle RASED 3 : 11.70 m²
- Sanitaires : 21.32 m²
- Dégagement : 67.78 m²

2^{ème} Etage - 3 salles de classe pour 30 élèves + 1 salle de documentation informatique à savoir :

- Salle de Cours 1 : 57.71 m²
- Salle de Cours 2 : 58.22 m²
- Salle de Cours 3 : 57.97 m²
- Bibliothèque : 43.79 m²
- Dégagement : 53.38 m²

L'architecture retenue permet le positionnement ultérieur d'un ascenseur « extérieur » pouvant desservir les 2 bâtiments par une galerie.

Le principe de desserte des étages par l'escalier existant est maintenu et l'évacuation par les 2 escaliers existants répond aux normes en vigueur.

Une attention particulière est portée sur les économies d'énergie par le remplacement de l'ensemble de menuiseries extérieures, la mise en place d'une ventilation type « double flux », et l'installation d'une isolation extérieure permettant également de traiter l'aspect esthétique du projet.

Ce projet, ainsi que le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) fait apparaître un coût de travaux estimés à 513 200.00 € HT, se décomposant de la manière suivante :

DESIGNATION DES LOTS	MONTANT H.T.	
	Etages 1 et 2	Cage d'escalier
01 DESAMANTAGE	29 800 €	Sans objet
02 DEMOLITION & GROS OEUVRE	34 300 €	10 100 €
03 BARDAGE	37 300 €	Sans objet
04 MENUISERIE EXTERIEURE - SERRURERIE	103 100 €	2 700 €
05 MENUISERIE INTERIEURE	55 200 €	400 €
06 CLOISON – DOUBLAGE - PLAFOND	43 300 €	6 600 €
07 REVETEMENT DE SOL - FAENCE	29 500 €	7 300 €
08 PEINTURE – REVETEMENT MURAUX	20 500 €	6 600 €
09 ELECTRICITE	59 200 €	2 800 €
10 CHAUFFAGE – PLOMBERIE - VMC	64 500 €	Sans objet
TOTAL GENERAL H.T. pour la partie BATIMENT	476 700 €	36 500 €
	513 200 €	

Ce projet a obtenu un avis favorable des commissions « Bâtiments » et « Enseignement » le 15 janvier 2008.

Par ailleurs, la Dotation Globale d'Equipement (D.G.E.) est une aide financière de l'Etat allouée à l'ensemble des communes de 2 000 habitants au plus, aux communes de 2 001 à 20 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 1 103,388158 €.

Les taux de subvention sont des taux fixes et varient en fonction de l'importance de la population :

- 50% pour les communes de 2 000 habitants au plus (population DGE)
- 30% pour les communes de 2 001 à 20 000 habitants (population DGE)

Combours est éligible à la D.G.E. qui permet de financer 5 catégories d'opérations à savoir :

1. les bâtiments scolaires
2. les bâtiments publics
3. les travaux d'amélioration de la sécurité routière sur les voies communales
4. les petits aménagements urbains
5. les opérations dues à des événements imprévisibles ou urgentes

Les travaux de restructuration des 1^{er} et 2^{ème} étages du bâtiment de l'école élémentaire publique, avenue des Cytises s'inscrivent dans la catégorie 1 « Bâtiments Scolaires »

Tableau financier :

DEPENSES HT		RECETTES HT	
Contrat de maîtrise d'œuvre	35 500.00	Subvention DGE (30% du montant HT)	164 610.00
Estimatif du maître d'œuvre	513 200.00	Autofinancement	384 090.00
TOTAL HT	548 700.00	TOTAL HT	548 700.00

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- D'approuver l'Avant Projet Détaillé et l'estimatif correspondant.
- D'approuver le DCE
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'un d'appel d'offres ouvert.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché.
- D'inscrire le montage financier correspondant à cette opération et l'emprunt pouvant en résulter, au budget primitif de l'opération concernée.
- d'accepter le plan de financement tel qu'énoncé ci-dessus
- De solliciter une subvention auprès de la Communauté de Communes - Bretagne Romantique
- de demander une subvention au titre de la Dotation Globale d'Equipement dans la catégorie 1 « Bâtiment Scolaire »

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

09-25) TARIFS HALTE GARDERIE – INFORMATION

Rapporteur : Mme Monique DAUCE, Adjointe

Madame DAUCE rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 08-193 en date du 8 décembre 2008, les nouveaux tarifs de la Halte Garderie pour l'année 2009 ont été adoptés. Cette délibération mentionne que les tarifs plancher et plafond pour l'année 2009 seraient communiqués en début d'année 2009.

Par courrier en date du 15 janvier 2009, la Caisse d'Allocation Familiale d'Ille et Vilaine a communiqué les tarifs plancher et plafond pour 2009 :

Tarifs Plancher

Un forfait minimum de ressources est pris en compte : **573 euros** par mois, soit un montant annuel de **6 876 euros**.

Tarifs Plafond

Les revenus perçus par une famille sont plafonnés à **4 450 euros** par mois, soit un montant annuel de **53 400 euros** avant abattement.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

09-26) TRAVAUX AVENUE DES PALMIERS – AVENANT BROCELIANDE PAYSAGE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de « l'Avenue des Palmiers », marché formalisé avec appel d'offres ouverts, l'entreprise **Brocéliande Paysage** de Ploermel (56), titulaire du **lot n° 6 – espaces Verts** - a présenté :

Un avenant en plus-value d'un montant de **4 478.72 € H.T.** mentionnant :

- *Fournitures et plantation de deux palmiers*
- *Fourniture et plantation de quatorze albizias*
- *Fourniture de 14 tuteurs*
- *Fosse d'arbre*
- *Reprise et mise en place de terre végétale*

Le montant du marché initial de **20 165.93 € H.T.**, soit **24 118.45 € T.T.C.**, se trouve porté à la somme de **24 644.65 € H.T.**, soit **29 475.00 € T.T.C.** (représentant une augmentation de **22.20 %** par rapport au marché initial)

Un avenant en moins-value d'un montant de **2 830.77 € HT** mentionnant :

- *Fournitures et plantation de 7 tilleuls*
- *Fournitures et plantation de 50 charmilles*
- *Fourniture de 17 tuteurs*
-

Le montant du marché initial de **20 165.93 € H.T.**, soit **24 118.45 € T.T.C.**, se trouve porté à la somme de **17 335.16 € H.T.**, soit **20 732.85 € T.T.C.** (représentant une diminution de **14.03 %** par rapport au marché initial)

Le 18 décembre 2008, ces deux avenants ont été présentés à la Commission d'Appel d'Offres qui a émis un avis favorable à l'acceptation de ces avenants.

Conformément à l'article L2122-21 du code général des collectivités territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal

d'accepter les avenants de l'entreprise Brocéliande Paysage de Ploërmel et d'autoriser le Maire à les signer.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et autorise le Maire à signer les avenants concernés.

09-27) TRAVAUX AVENUE DES PALMIERS –AVENANT SACER

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de « l'Avenue des Palmiers », marché formalisé avec appel d'offres ouverts, l'entreprise **Sacer** de Rennes (35), titulaire du **lot n° 1 – Terrassement-voirie et bordure** - a présenté :

Un avenant en plus-value d'un montant de **6 240.90 € H.T.** mentionnant :

- La pose de pavés granit y compris remblaiement intérieur*
- Fourniture et pose de caniveaux côté nord est*
- Dépose et repose de bordures P1 pour passage bateau*
- Mise à niveau du citerneau avec reprise maçonnerie intérieure*
- Décaissement en terrain de toutes natures avec évacuation*
- Fourniture et mise en œuvre de GNT*
- Réalisation d'un revêtement BB 0/6*
- Fourniture et pose de bordure P1*

Le montant du marché initial de **233 847.00 € H.T.**, soit **279 681.01 € T.T.C.**, se trouve porté à la somme de **240 087.90 € H.T.**, soit **287 145.13 € T.T.C.** (représentant une augmentation de **2.66 %** par rapport au marché initial)

Conformément à l'article L2122-21 du code général des collectivités territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'accepter l'avenant de l'entreprise **Sacer** de Rennes et d'autoriser le Maire à le signer.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et autorise le Maire à signer l'avenant concerné.

09-28) MAITRISE D'OEUVRE AVENUE DES PALMIERS ET AVENUE DES CYTISES - AVENANT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la Maîtrise d'œuvre concernant l'aménagement de « l'Avenue des Palmiers et l'avenue des Cytises », marché en procédure adaptée, l'entreprise **Técam** de Fougères (35), - a présenté :

Un avenant en plus-value d'un montant de **3 230.00 € H.T.** mentionnant :

- *La commune a décidé de réaliser les effacements de réseaux électriques et téléphoniques de la Rue des Cytises, le montant des travaux est estimé à 76 000 € H.T.
Le montant des honoraires correspondant sera de 76 000 € X 4.25 % soit 3 230 € H.T.*

Le montant du marché initial de **29 750.00 € H.T.**, soit **35 581.00 € T.T.C.**, se trouve porté à la somme de **32 980.00 € H.T.**, soit **39 444.08 € T.T.C.** (représentant une augmentation de **10.85 %** par rapport au marché initial)

Le 18 décembre 2008, cet avenant a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres qui a émis un avis favorable à l'acceptation de cet avenant.

Conformément à l'article L2122-21 du code général des collectivités territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'accepter l'avenant de l'entreprise **TECAM** de Fougères d'autoriser le Maire à le signer.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** cette proposition et autorise le Maire à signer l'avenant concerné.

09-29) ASSOCIATION « LES RESTOS DU CŒUR » - CONVENTION D'OCCUPATION DES LOCAUX

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de mettre à disposition de l'association « Les Restos du cœur » le bâtiment communal situé 50 bis Avenue Gautier à Combours (35270) afin que les membres de l'association puissent distribuer des repas aux personnes défavorisées.

Afin de définir les charges et responsabilités résultant de cette mise à disposition de locaux, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal un projet de convention entre la ville et l'association « les restos du cœur ».

Il est également proposé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention à venir.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ce projet de convention et autorise le Maire à la signer.

09-30) VERSEMENT DE SUBVENTION POUR LES VITRINES ET ENSEIGNES

Rapporteur : Mme GIROUX

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n°03-94 du 9 juillet 2003, le Conseil Municipal a retenu les modalités d'intervention de la Commune pour les vitrines et enseignes.

Au titre de l'année 2008, quatre nouvelles opérations réalisées ont été retenues par le FISAC.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

1) de verser dès à présent la part communale de subvention à :

- **Ets LEFRANCOIS** (cycles - motoculture) pour un montant de **836 €**
- **La Rose des Sens** (fleuriste) pour un montant de **892 €**
- **Styl' Ann** (prêt à porter) pour un montant de **146 €**
- **Caren Chaussures** (chaussures) pour un montant de **1 676 €**

2) de verser à ces mêmes bénéficiaires, l'aide du FISAC équivalente à celle de la Commune, dès l'encaissement des fonds correspondants.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

09-31) PASS FONCIER - AUTORISATION DE PROGRAMME

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n°08-152 en date du 4 novembre 2008, le conseil municipal a décidé d'accorder des subventions pour les ménages primo accédants sur la commune de Combours sous certaines conditions.

Cette opération n'ayant pas donné lieu à une ouverture de programme et dans l'attente du vote du budget primitif 2009, Madame GIROUX propose au conseil municipal :

- de créer une autorisation de programme « Pass Foncier » afin de pouvoir verser ces aides et d'inscrire dans un premier temps 30 000 € au compte 2042 fonction 73.

Cette enveloppe sera ajustée lors de l'élaboration du Budget Primitif 2009.

- d'autoriser le Maire à notifier par courrier aux bénéficiaires les subventions ayant été acceptées.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 27 voix pour et une abstention, ADOPTE cette proposition et autorise le Maire à signer l'avenant concerné.

09-32) POLICE FUNÉRAIRE – VACATIONS FUNÉRAIRES

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe,

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, conformément à l'article L2213-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il revient au Maire d'assurer la police des funérailles et des cimetières.

En vertu de l'article L2213-14 du même Code, l'exécution des mesures de police s'effectue sous la responsabilité du Maire, en présence du Garde-champêtre délégué par le Maire.

La surveillance des opérations funéraires, ouvre droit, pour le Garde-champêtre (article L2213-15 du CGCT), au versement de vacations dont le montant **était fixé librement** par le Maire après avis du Conseil Municipal.

La délibération du Conseil Municipal n° 96-106 du 23 septembre 1996 fixait ainsi le taux de vacation à 50,00 francs - maintenu depuis le passage à l'euro à 8,00 € - et rappelait les opérations de surveillance ouvrant droit aux vacations.

Une vacation était due pour :

- une pose de scellés,
- une pose de bracelet
- le départ d'un corps hors de la commune si il n'a pas lieu juste après la mise en bière
- l'inhumation d'un corps d'une personne décédée hors de la commune,
- l'inhumation dans le caveau provisoire,
- une exhumation,
- une opération de soins du corps,
- une autopsie,
- une crémation
- un moulage de corps.

Des majorations étaient également prévues notamment en cas d'opérations de surveillance effectuées en dehors des horaires habituels et d'exhumations multiples.

Cette charge incombant aux familles, le législateur, en promulguant la loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008, a souhaité réduire son coût en fixant un taux unitaire des

vacations funéraires entre 20 et 25 € et en réduisant immédiatement le nombre d'opérations de surveillance donnant lieu au versement d'une vacation.

Les articles L2213-14 et L2213-15 du CGCT modifiés désignent donc les seules opérations de surveillance donnant maintenant lieu au versement d'une vacation, à savoir :

- la surveillance de la fermeture du cercueil, lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès ou de dépôt,
- la surveillance des opérations de crémation,
- la surveillance des opérations d'exhumation, de ré inhumation et de translation de corps. Il est rappelé sur ce point que la surveillance n'est pas requise lorsqu'il s'agit de la reprise d'une concession.

Cette amorce de simplification du nombre des opérations funéraires donnant lieu à surveillance devrait être complétée par un décret en Conseil d'Etat qui viendra réformer les dispositions réglementaires en supprimant certains actes de surveillance. Dans l'attente de la publication de ce décret, le Garde-champêtre doit assurer les mêmes surveillances d'opérations funéraires qu'auparavant.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de fixer le taux de la vacation à **20 €** et conformément à la réglementation, de solliciter l'avis du Conseil Municipal.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de fixer le taux de la vacation à 20 € au 1^{er} Mars 2009, conformément à la nouvelle réglementation.

09-33) DELEGATION AU MAIRE POUR PRONONCER LA DELIVRANCE ET LA REPRISE DES CONCESSIONS DANS LE CIMETIERE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal sa délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 relative à la délégation accordée à Monsieur le Maire pour un certain nombre de missions dévolues normalement au Conseil.

Au titre de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire peut être chargé, pour la durée de son mandat de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.

Cette délégation n'ayant pas été prévue lors de la séance du Conseil Municipal précitée, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de lui donner délégation, pour la durée du mandat, au titre du 8^e alinéa de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir : «de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ».

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

09-34) ADHESION ET DESIGNATION D'UN DELEGUE TITULAIRE ET D'UN DELEGUE SUPPLEANT AU SEIN DE L'OFFICE DES SPORTS DE LA BRETAGNE ROMANTIQUE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, depuis le 15 Novembre 2008, les deux offices cantonaux des sports de Combourg et Tinténiac se sont regroupés pour ne plus en former qu'un seul, l'Office des Sports de la Bretagne Romantique (O.S.B.R.).

Les statuts de l'Office des Sports prévoient que l'Office des Sports comprend les clubs sportifs et les communes de l'espace communautaire désirant adhérer à l'office.

Par courrier en date du 12 Janvier 2009, le Président de l'Office des Sports de la Bretagne Romantique sollicite la Commune pour savoir si elle souhaite adhérer à ce nouvel Office des Sports et, si oui, de procéder à la désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant.

Monsieur le Maire précise que l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur de vote à main levée pour la désignation de ce délégué.

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal :

- d'adhérer à l'Office des Sports de la Bretagne Romantique
- de procéder à la désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- DECIDE d'adhérer à l'Office des Sports de la Bretagne Romantique
- DESIGNE Monsieur André BADIGNON en qualité de délégué titulaire et Monsieur Jean-Luc LEGRAND, en qualité de délégué suppléant

09-35) RESILIATION DU BAIL DE LA TRESORERIE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, par courrier recommandé en date du 29 Décembre 2008, reçu le 31 Décembre, le Trésorier Payeur Général a demandé la résiliation du bail de la Trésorerie à compter du 30 Juin 2009, du fait de la réorganisation de ses services.

Le bail, consenti pour une durée de 9 ans, devait se terminer le 31 Juillet 2009. Cependant, la clause relative à la résiliation prévoyait que « *dans le cas où, par suite de suppression concentration ou transfert de service, l'ETAT n'aurait plus l'utilisation des locaux loués, le présent bail serait résilié à la volonté seule du preneur, à charge pour lui de prévenir le propriétaire par simple lettre recommandée, six mois à l'avance, sans autre indemnité que le paiement du terme en cours.* »

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal d'accepter cette résiliation à la date du 30 Juin 2009.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix Pour et 5 Abstentions, ADOPTE cette proposition.

09-36) CIMETIERE COMMUNAL – RÉTROCESSION D'UNE CONCESSION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que Madame Simone BRUNE et son mari Monsieur René BRUNE ont acquis le 24 décembre 1999, une concession trentenaire (n° 1956) dans le cimetière communal de Combours pour y fonder leur sépulture.

Disposant déjà d'un autre emplacement dans ce même cimetière, Madame BRUNE a sollicité la Ville de Combours en vue de rétrocéder cette concession. La concession étant libre de tout corps, rien ne s'oppose à une telle reprise.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'en délibérer favorablement et de fixer le montant du rachat, étant précisé qu'aucun versement n'a été effectué au CCAS sur le montant versé lors de l'acquisition.

S'agissant d'une concession trentenaire, le calcul se fait au prorata du temps d'usage restant à courir et au tarif en vigueur au jour de la rétrocession:

Prix de l'acquisition en décembre 1999 : 1020,00 Francs

Temps restant à courir : 21 ans

Prix d'une concession trentenaire en 2008 : 204,60 Euros

Calcul du remboursement :

$(204,60 / 30) \times 21 = \underline{143,22 \text{ €}}$

Après remboursement, Madame BRUNE perdra tous droits sur l'emplacement.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

09-37) EFFACEMENT RESEAUX AERIENS – ETUDE SOMMAIRE - AVENUE DE LA LIBÉRATION - SECTION RUE JULES CORVAISIER / CHEMIN DE BEL AIR

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN – 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 22 Septembre 2008, il a été demandé au Syndicat Départemental d'Energie d'Ille et Vilaine la réalisation de l'étude détaillée d'un secteur de l'Avenue de la libération s'incluant entre le chemin de Bel Air et la limite d'agglomération.

Afin de poursuivre les travaux d'enfouissement des réseaux aériens, et en accompagnement de réfection des réseaux lourds de l'Avenue de la Libération, une étude sommaire relative à l'effacement des réseaux a été demandée au Syndicat Départemental d'Energie d'Ille et Vilaine, concernant la section suivante comprise entre la Rue Jules Corvaisier et le chemin de Bel-Air.

L'estimation de ces travaux effectués par le SDE s'élève à 185 738.80 € TTC et la participation financière pour la commune est de 115 300.00 €.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- De réaliser les travaux d'effacement de réseaux de cette section.
- De demander au Syndicat Départemental d'Energie d'Ille et Vilaine la réalisation de l'étude détaillée de ce secteur.
- D'inscrire cette opération au budget de la commune.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

09-38) SERVICE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE : ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT expose au Conseil Municipal que les évolutions démographiques perçues sur la commune et l'expression soutenue d'une demande de la population ont amené la municipalité de Combourg à engager une réflexion dès 2007 sur la mise en place d'un service multi-accueil pour la petite enfance. De nombreuses démarches ont alors été entreprises : visites de structures multi-accueil par un groupe d'élus et de techniciens de la mairie en été et à l'automne 2007, rencontre en octobre d'un collectif d'assistantes maternelles, prise de contacts avec des entreprises locales, discussions avec les services du Conseil Général et de la Caisse d'Allocations Familiales, réunion avec les maires des communes environnantes.

L'ensemble de ces démarches a montré la nécessité de procéder à une étude de faisabilité du projet. Par délibération en date du 17 décembre 2007, le Conseil Municipal a autorisé le maire à lancer une consultation relative à cette étude. Elle a été attribuée à la société IZIY de Rennes pour un montant HT de 9650 euros. Le projet devait être conçu comme partenarial, pouvant associer, outre la commune de Combours, des employeurs ou des communes proches de Combours.

L'étude des besoins locaux a permis de bâtir une fiche d'identité du projet, à partir de laquelle quelques éléments déterminants peuvent être dégagés :

- la structure serait un multi-accueil de 20 à 25 places, ouvert de 7h00 à 19h00 du lundi au vendredi ;
- les bénéficiaires seraient les habitants de la commune, des communes partenaires alentours et les salariés des entreprises partenaires ;
- le bâtiment accueillant ce service aurait une surface utile de 350 m², à laquelle s'ajoutent les espaces extérieurs ;
- le coût net par place, une fois les différentes aides déduites, s'élèverait à 3282 € pour les communes et 2186 € pour les entreprises en année 2, à 2673 € pour les communes et 1990 € pour les entreprises en année 3.

Parallèlement à cette étude, la Communauté de Communes Bretagne Romantique a confié au bureau d'études Cerise l'élaboration d'un schéma directeur des services de l'enfance sur son territoire. Les conclusions de ce schéma sont similaires à celles de l'étude d'IZIY, en suggérant l'implantation d'un service multi-accueil de 24 places à Combours pour répondre aux besoins de la population.

Les commissions "Enfance, Enseignement, Culture" et "Action économique et tourisme" se sont réunies le 11 février 2009 pour envisager les suites à donner à ce projet. Elles ne se sont pas prononcées sur la nature du fonctionnement du futur service d'accueil. La réflexion engagée et non aboutie à ce jour par la Communauté de Communes à ce sujet ne permet pas d'identifier l'ensemble des partenaires du projet. Cependant, les deux commissions ont exprimé le souhait que soient lancées les études pour la construction du bâtiment devant accueillir ce service.

Madame QUEVERT propose donc au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à lancer une consultation pour solliciter une assistance de maîtrise d'ouvrage pour l'établissement d'un programme définitif et d'un dossier de consultation en vue de la désignation d'un maître d'œuvre.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 27 voix « Pour » et 1 « Contre », ADOPTE ces propositions.

09-39) AIRE DE LOISIRS DE WALDMUNCHEN – SANITAIRES PUBLICS

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT expose au Conseil Municipal qu'en raison de la fréquentation croissante de l'aire de loisirs de Waldmünchen, il convient de doter ce secteur de sanitaires

publics. Vu le caractère éloigné de cet équipement, une consultation suivant la procédure adaptée a été lancée, intégrant des sanitaires traditionnels, automatiques, semi-automatiques et écologiques en prenant en compte la notion de développement durable.

5 propositions ont été étudiées, et après analyse, il a été décidé de retenir l'offre de Ecosphère Technologies de Saint Ferreol trente pas (26), pour un montant de 33 856.38 € HT, correspondant à des toilettes sèches à lombricompostage, intégrant l'accès PMR, validé par les ABF, et faisant l'objet d'un suivi compris pendant 5 années.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

09-40) AMENAGEMENT DE LA RUE DES CYTISES JOUXTANT L'ECOLE ÉLÉMENTAIRE - VALIDATION DU PROJET (APD) ET DU DCE - FINANCEMENT (DGE)

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal qu'en accompagnement de la création des sites de restauration scolaires du Linon et des Cytises, il convient de modifier et d'aménager les espaces extérieurs attenants afin de gérer les différents flux : piétons, vélos, transport scolaire, véhicules légers ainsi que le stationnement, l'éclairage, les espaces verts etc. A ce titre, le Conseil Municipal a été informé le 14 décembre 2006 du choix du cabinet TECAM de Fougères pour assurer la maîtrise d'œuvre de ces opérations.

La consultation initiale portait sur les sites du Linon et des Cytises. Le site des Cytises étant lui-même scindé en 2 parties : l'Avenue des Palmiers et la rue des Cytises

Le parking du Linon et l'Avenue des Palmiers étant achevés, il convient maintenant de réaménager la dernière section, à savoir la rue des Cytises.

La rue des Cytises, outre un réaménagement de surface, doit subir une réfection des réseaux d'assainissement avec une mise en séparatif apte à recevoir les effluents des pavillons riverains et de la restauration scolaire.

Par ailleurs, la commune a décidé de réaliser les effacements des réseaux aériens de cette voie, par le biais d'un avenant au contrat présenté précédemment au Conseil Municipal.

Plusieurs réunions de travail ont eu lieu et ont permis de cibler différentes fonctions attendues pour cet espace, à savoir :

- Gestion des différents flux (VL, Vélo, livraison)
- Gestion des stationnements (riverains)
- Accessibilité aux handicapés.

En outre, il convient également de prendre en compte la problématique liée aux réseaux, à savoir :

- La refonte de l'éclairage public.
- L'enfouissement des réseaux aériens.
- La mise en séparatif en terme d'assainissement, des espaces à réaménager.
- Le renouvellement de la conduite d'Eau Potable.
- La reprise des raccordements des particuliers

Ce diagnostic a amené à la conception d'un espace déclinant un stationnement longitudinal, une zone de livraison pour la restauration scolaire, des voies cyclables intégrées aux trottoirs.

Ce projet, ainsi que le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) fait apparaître un coût de travaux estimés à 215 756.50 € HT, se décomposant de la manière suivante :

Lot n°1 - Terrassements - Voirie - Bordures		
	TOTAL HT	63 297.00 €
Lot n°2 - Assainissement EP - EU et Adduction d'Eau Potable		
	TOTAL HT	83 820.00 €
Lot n°3 - Réseaux souples		
	TOTAL HT	67 384.50 €
Lot n°4 - Essais réseaux assainissement		
	TOTAL HT	1 255.00 €
	TOTAL HT	215 756.50 €
	T.V.A. 19,60 %	42 288.27 €
	TOTAL TTC	258 044.77 €

Ce projet a obtenu un avis favorable de la commission « Voirie et Affaires Rurales » du 12 février 2009.

La partie Eaux Usées (EU), correspondant à 29 230.50 € HT sera imputée sur le budget assainissement.

Par ailleurs, la Dotation Globale d'Equipement (D.G.E.) est une aide financière de l'Etat allouée à l'ensemble des communes de 2 000 habitants au plus, aux communes de 2 001 à 20 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur à 1 103,388158 €.

Les taux de subvention sont des taux fixes et varient en fonction de l'importance de la population :

50% pour les communes de 2 000 habitants au plus (population DGE)

30% pour les communes de 2 001 à 20 000 habitants (population DGE)

Combours est éligible à la D.G.E. qui permet de financer 5 catégories d'opérations à savoir :

1. les bâtiments scolaires
2. les bâtiments publics
3. les travaux d'amélioration de la sécurité routière sur les voies communales
4. les petits aménagements urbains
5. les opérations dues à des événements imprévisibles ou urgentes

Les travaux d'aménagement de la rue des Cytises jouxtant l'école élémentaire s'inscrivent dans la 3^{ème} catégorie « Travaux d'amélioration de la sécurité routière sur les voies communales ». Ils s'intègrent dans l'aménagement de la périphérie du groupe scolaire déjà initié, à travers la réalisation de la rue des Erables puis de l'avenue des Palmiers, et sont destinés à faciliter l'accès, le stationnement et le fonctionnement scolaire. La reprise de l'ensemble des réseaux sur cette voie et particulièrement de l'éclairage public et de l'effacement des réseaux (qui s'inscrit dans un programme pluriannuel), contribue à améliorer l'accès tout en sécurisant cet espace de jonction des différents établissements scolaires.

Tableau financier :

DEPENSES HT		RECETTES HT	
Contrat de maîtrise d'œuvre TECAM (4.25 % du montant des travaux)	9 169.65	Subvention DGE (30% du montant HT)	67 477.84
Estimatif du maître d'œuvre TECAM	215 756.50	Autofinancement	157 448.31
TOTAL HT	<u>224 926.15</u>	TOTAL HT	<u>224 926.15</u>

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'approuver l'Avant Projet Détaillé et l'estimatif correspondant.
- D'approuver le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de consultation sous la forme d'une procédure adaptée
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché.
- De solliciter les subventions auprès :
 - De la Communauté des Communes - Bretagne Romantique

- Du Syndicat Départemental d'Electrification
- d'accepter le plan de financement tel qu'énoncé ci-dessus
- de demander une subvention au titre de la Dotation Globale d'Equipement dans la catégorie 3. « Travaux d'amélioration de la sécurité routière sur les voies communales » : travaux de voirie à proximité des écoles

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

09-41) ETUDES D'AMENAGEMENT – CONSULTATION GEOMETRE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal qu'afin d'étudier différentes opérations d'aménagement, il est nécessaire d'établir un plan topographique de l'assiette foncière des projets et de leurs abords.

Ces plans, d'une précision 1/200, devront être rattachés au système altimétrique IGN 69, renseignés des côtes radiers des réseaux gravitaires EU, EP et Unitaire, l'ensemble au format DWG compatible autocad 2000.

Les opérations d'aménagement concernées sont les suivantes :

- Route de Dingé (en agglomération).
- Accès Fauvelière (coté rue de Malouas).
- Ruelle des Jardins.

A cet effet, une consultation a été lancée auprès de différents organismes et il a été décidé de retenir la proposition la moins disante du Cabinet Sevaux et Associés de Saint Jacques de la Lande pour un montant de 1 370.18 € HT.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

09-42) RUE DE LA MAIRIE – CONSULTATION GEOMETRE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, suite aux récents épisodes de gel et de dégel, la rue de la Mairie a subi de fortes dégradations, aussi convient-il de l'intégrer aux récentes opérations d'aménagement engagées.

Pour cela, il est nécessaire d'établir un plan topographique de l'assiette foncière de ce projet et de ses abords.

Ce plan, d'une précision 1/200, devra être rattaché au système altimétrique IGN 69, renseigné des côtes radiers des réseaux gravitaires EU, EP et Unitaire, l'ensemble au format DWG compatible autocad 2000.

A cet effet, une consultation a été lancée auprès de différents organismes et il a été décidé de retenir la proposition la moins disante du Cabinet Letertre de Dol de Bretagne pour un montant de 270.00 € HT.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

09-43) PROGRAMME VOIRIE 2009 – SECTEURS CONCEDES – CONSULTATION DE MAITRISE D'OEUVRE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, dans le cadre du programme voirie 2009, et face au désengagement des services de l'Etat, il a été décidé de faire appel à des maîtres d'œuvre du secteur privé pour assurer le suivi des voiries traditionnellement traitées par la DDE via un contrat complémentaire à l'ATESAT.

Différents secteurs ont été pressentis, à savoir :

- Rue de la Mairie : Ce tronçon ayant subi de fortes dégradations suite au récent dégel, il convient de mener une réflexion sur la circulation et le stationnement. Il s'agit essentiellement de travaux de surfaces.
- Ruelle des Jardins : Cette voie privée à usage public nécessite une réfection de surface intégrant une reprise des eaux pluviales (caniveau central), ainsi que la présence de multiples affleurements de réseaux.
- Accès Fauvelière côté Rue de Malouas : Il s'agit d'un « délaissé » communal permettant la liaison entre un secteur pavillonnaire et une voie de desserte. Il convient de décliner sur cet espace, outre la liaison routière ; du stationnement, du secteur piétonnier et la gestion d'un éco point. Cette opération prendra également en charge la mise en place d'un éclairage public

Afin de réaliser ces opérations, la commune a décidé de retenir les missions suivantes :

APS : Avant Projet Sommaire

APD : Avant Projet Détaillé

PRO : Projet ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux

EXE : Etudes d'exécution

DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux

AOR : Assistance lors des opérations de réception.

A cet effet, une consultation en procédure adaptée a été lancée auprès de différents organismes et il a été décidé de retenir la proposition la moins disante du Cabinet TECAM de Fougères pour un taux d'honoraires de 4.50 % du montant des travaux..

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

09-44) REPARTITION DU PRODUIT DES RECETTES DES AMENDES DE POLICE – DOTATION 2008 - PROGRAMME 2009

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 08.208 en date du 8 décembre 2008, il a été décidé de solliciter l'attribution d'une subvention au titre des recettes des amendes de polices auprès du conseil Général concernant les travaux situés avenue des Palmiers.

Par circulaire du 5 mars 2008, le Ministère de l'Intérieur a fixé à 601 645 € la dotation 2008 relative aux recettes des amendes de police revenant aux communes de moins de 10 000 habitants du département d'Ille et Vilaine.

Au cours de sa réunion du 1^{er} septembre 2008, la commission permanente du Conseil Général a arrêté la liste des communes bénéficiaires ainsi que le montant de l'attribution leur revenant.

Certaines collectivités ayant décidé l'abandon de leur projet, le Conseil Général est en mesure d'attribuer à la Commune de Combourg qui figure sur la liste complémentaire une somme de 5 350 € pour la réalisation du projet : Parc de stationnement avenue des Palmiers.

Afin que l'octroi de cette subvention soit définitive, Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'accepter la somme proposée et de s'engager à faire exécuter les travaux prévus dans les plus brefs délais.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

09-45) FOURNITURE ET CONSTRUCTION D'UNE TRIBUNE ET D'UN LOCAL CLUB DE TYPE MODULAIRE INDUSTRIALISÉ – MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE, VERIFICATION INITIALE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET SPS.

Rapporteur : M. André BADIGNON, Adjoint

Monsieur BADIGNON rappelle que, par délibération en date du 4 Novembre 2008, le Conseil Municipal a été informé du choix de l'entreprise SARL BATISPORT de NAINTE (86), pour la réalisation de la tribune du terrain d'honneur de football.

Par ailleurs, il est également rappelé que la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 publiée au J.O. le 1^{er} février 1994, fait obligation aux collectivités locales de faire suivre leurs travaux par un Coordonnateur SPS (Sécurité- Protection –Santé)

Il est également obligatoire de missionner un contrôleur technique et de faire vérifier les installations électriques en préalable au raccordement.

A ce titre une consultation en procédure adaptée a été réalisée et après analyse il a été décidé de retenir les offres suivantes :

Contrôle technique et vérification initiale des installations électriques : société APAVE de Saint Malo, pour un montant de 3000.00 € HT.

SPS : société EMERAUDE COORDINATION De Saint Malo, pour un montant de 1200.00 € HT.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

09-46) EXERCICE BUDGETAIRE 2009 – DEBAT D'ORIENTATIONS GENERALES DU BUDGET

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que la Loi n° 92-125 du 6 Février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (Loi ATR), par son article 11, a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales, en instituant dans les Communes de 3 500 habitants et plus, un débat sur les orientations générales du budget.

La circulaire du Ministère de l'Intérieur du 31 mars 1992 d'application du titre II de la Loi ATR souligne que ce débat contribue à accroître la participation des Conseillers Municipaux à la préparation du budget sans nuire à la marge de manoeuvre du Maire qui n'est pas lié par les prises de position des Conseillers à ce stade de la procédure.

Ce débat ne porte pas sur le budget lui-même mais uniquement sur les grandes masses budgétaires.

Enfin, ce débat ne donne pas lieu à décision, ni du Conseil Municipal, ni du Maire, celui-ci ayant le pouvoir d'apprécier les suites à donner aux propositions de l'assemblée délibérante dans le cadre de l'élaboration de son projet de budget.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal une prospective financière en soulignant les points suivants :

Evolution des salaires et charges de 2001 à 2008 :

ANNEE	Salaires et Charges	Total Recettes	coût réel du personnel
2001	1 490 504.82	133 820.61	1 356 684.21
2002	1 501 829.75	133 905.74	1 367 924.01
2003	1 541 451.19	139 806.90	1 401 644.29
2004	1 573 342.29	114 522.45	1 458 819.84
2005	1 566 285.76	96 234.46	1 470 051.30
2006	1 570 040.19	103 901.04	1 466 139.15
2007	1 665 365.09	87 453.88	1 577 911.21
2008	1 687 496.64	103 940.14	1 583 556.50

Evolution des dépenses d'énergie :

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
EDF	66322.64	70405.58	74160.49	62774.35	76234.08	90274	97 779	112 564
Combustibles	23097.54	27145.63	27778.87	26553.64	26093.01	36556	33 630	45 993
Prest Chauff	5902.87	7146.93	5319.35	6563.4	6722.02	6940	7 316	10 313
Carburant	15511.13	14987.76	16931.27	17906.68	23100.99	29146	25 607	33 266

Evolution des dépenses d'animation et culture :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Bibliothèque	12236.5	12236.26	11509.98	14199.7	13282.83	17019.30	13516	16 981
Cyber espace	6021.92	6723.53	8390.7	6286.09	8598.37	9603.58		
Centre Culturel	4573.47	6000	4880	4600	6700	7100	7350	5 992
OTSI	18294	23629.6	28000	35000	35200	35500	35650	38 551
UCIAPL	304.9		350		200		300	36.95
Animations de la ville	9006.36	16124.34	16517.74	14035.2	14946.32	16753.59	17253	21 035
TOTAL	50437.15	64713.73	69648.42	74120.99	78927.52	85976.47	74069.00	82 596

Evolution des annuités d'emprunts de 2008 à 2017 :

Année	2009	2010	2011	2012	2013
Montant	327 654	322 857	317 927	267 462	249 506
Année	2014	2015	2016	2017	2018
Montant	216 171	211 162	206 189	201 079	170 773

Evolution de la dotation forfaitaire de 2001 à 2008 :

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dotation forfaitaire	856 615.00	866 441.00	881 019.00	889 829.00	902 013.00	1 004 000.00	1 015 030.00	956 467.00

Evolution des versements communautaires de 2001 à 2008 :

Taxe	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Professionnelle	724 125	724 125	724 125	724 125	724 125	724 115	724 124	724 124
Dotation communautaire	18 143	16 314	12 078	26 441	24 084	46 028	48 434	48 434

Evolution de la taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier bâti et de la taxe sur le foncier non bâti de 2002 à 2008 :

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taxe Habitation	551 740	579 056	607 072	637 539	673 610	729 642	767 989
Foncier Bâti	453 500	481 617	499 394	522 251	541 479	591 545	632 905
Fonc. Non Bâti	173 195	175 681	178 009	182 029	149 813	151 664	156 214

Etat des Restes à réaliser sur Dépenses d'investissement 2008

opération	prévu 2008	réalisé	RAR
subvention Fisac	14 150.00	7 426.00	6 724.00
Terrains nus	450 000.00	332 329.08	39 300.00
Mobilier Urbain divers	20 000	3 548.53	3 788.00
Réseaux (libération-Cytises-Dingé)	50 000.00	13 551.28	36 448.00
MOBILIER			
Maternelle	1 200.00	343.00	856.00
MATERIEL			
Matériel restauration scolaire	1 491.00	579.08	912.00
Matériel services techniques	102 004.00	31 972.28	40 776.00
TRAVAUX			
Vitraux Eglise	83 000.00	14 809.46	68 190.00
Stade d'Honneur + tribunes	590 000.00	64 875.40	510 580.00
Restauration scolaire	127 326.00	104 894.58	5 047.00
Bâtiments communaux	20 000.00	9 613.49	3 100.00
Voirie 07+ 08	536 400.00	485 574.79	1 000.00
Médiathèque	50 000.00	0	50 000.00
Ecole élémentaire	15 000.00	955.25	14 044.00
Petite enfance	100 000.00	12 964.93	87 035.00
Parking du Linon	156 843.00	131 337.08	6 532.00
Rond point route de Vitré	70 000.00	0.00	70 000.00
Pôle intermodal	100 000.00	32 375.72	67 624.00
Parking des Palmiers	465 000.00	429 005.26	35 994.00
Sanitaires camping	50 000.00	0	50 000.00
Signalisation horizontale	40 000.00	28 900.34	11 066.00
Travaux d'office	8 000.00	0.00	8 000.00
TOTAL			1 117 016.00

Dépenses d'investissement de 2003 à 2008 :

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	TOTAL
frais d'études	2 558.63	19 008.77	538.20	22 766.59	9 351.21	6 821.02	61 044.42
acquisition terrains	13 585.64	133 269.99	40 048.80	262 603.36	331 736.68	332 329.08	1 113 573.55
terrains bâtis							0
aménagement terrains	1 025.24	10 942.77	40 591.93	20 534.58	1 325.00	1 694.23	76 113.75
signalisation	6 293.03	8 903.55	3 970.72	14 964.88	62 378.88	28 900.34	125 411.40
réseau eaux pluviales	84 056.16	159 475.02	106 205.10	14 921.06	191 504.78	13 551.28	569 713.40
véhicules	58 300.00	152 841.32	55 960.29	39 072.26	35 511.14	0	341 685.01
acquisition matériel	18 395.95	52 624.78	63 260.95	76 949.37	159 381.09	90 941.81	461 553.95
travaux batiments	155 272.03	190 558.56	216 952.85	1 613 727.52	1 223 239.19	255 566.34	3 655 316.49
travaux voirie	394 757.79	929 905.99	744 120.32	286 864.01	1 323 128.73	1 129 628.49	4 808 405.33
travaux d'éclairage	35 909.62	12 870.88	46 465.55	82 653.55	189 816.78	12 555.86	380 272.24
Sub FISAC versées					3 849.59	7 426.00	11 275.59
TOTAL	770 154.09	1 670 401.63	1 318 114.71	2 435 057.18	3 531 223.07	1 879 414.45	11 604 365.13

Etat des Restes à réaliser sur Recettes d'investissement 2008

opération	prévu 2008	réalisé	RAR
TRAVAUX D'OFFICE	8 000.00	0.00	8 000.00
		TOTAL	8 000.00

Monsieur le Maire évoque la Loi de Finances 2009, les dotations et l'impact de la population sur celles-ci.

Il expose ment que la Loi de finances rectificative pour 2009 adoptée par le Parlement modifie l'article L.16154.6 du Code Général de Collectivités Territoriales en prévoyant de réduire le délai d'attribution du FCTVA dans le plan de relance pour l'économie.

Enfin, il présente les grands axes des programmes d'investissement en cours et à venir, notamment

- Construction d'une Tribune
- Aménagement de classes à l'école élémentaire
- Travaux sur le réseau Assainissement du quartier de la gare
- Travaux de voirie 2009
- Sanitaires du Camping
- Installation de sanitaires aire de Loisirs Waldmünchen
- Etude Pôle intermodal
- Maîtrise d'œuvre de la bibliothèque

Après l'exposé de ces données chiffrées et le débat conséquent, quelques interrogations sont formulées à propos des projets de réformes politiques actuelles et notamment sur la suppression de la taxe professionnelle.

09-47) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 08.272T en date du 10 décembre 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AC 0245 sise « 13, Place Saint Gilduin » (**DIA n° 34**) et supportant un commerce
- Arrêté n° 08.279T en date du 12 décembre 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AH 0153 sise « 2, rue Jules Guihard » (**DIA n° 35**) et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 08.280T en date du 12 décembre 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AE 0661 sise « rue de la Renaissance » (**DIA n° 36**) et supportant un terrain nu
- Arrêté n° 08.282T en date du 19 décembre 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AH 0231 sise « 6, rue du 2 Août » (**DIA n° 37**) et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 08.288T en date du 12 janvier 2009 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles AC 207 et AC 227 sises « 5, place du Moutier » (**DIA n° 38**) et supportant un local à usage de commerce et d'habitation
- Arrêté n° 08.289T en date du 8 janvier 2009 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AH 321 sise « Zone Artisanale de Melesse » (**DIA n° 39**) et supportant un local à usage professionnel
- Arrêté n° 09.001T en date du 20 janvier 2009 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AC 360 sise « 13, rue de la Renaissance » (**DIA n° 01**) et supportant une habitation
- Arrêté n° 09.002T en date du 3 février 2009 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AC 307 sise « 3, rue Notre Dame » (**DIA n° 02**) et supportant un local à usage de commerce et d'habitation

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

09-48) QUESTIONS ORALES (1er trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 0 H 15.